

Le néolibéralisme est mort, et maintenant ?

Nous l'écrivions dans ces colonnes, il y a un an¹ : le néolibéralisme est à bout de souffle et agonise depuis la grande récession de 2007-2008. La question est désormais celle du chemin que prend le capitalisme.

Par **MICHEL MARIC**, responsable du secteur International

Nombre d'ouvrages ont déjà annoncé la fin du néolibéralisme. On peut désormais constater qu'il succombe emportant avec lui l'ultralibéralisme... voire le social-libéralisme. Pour autant, le capitalisme, quant à lui, n'est pas mort et sa transformation, depuis quinze ans maintenant, a de quoi inquiéter, tant elle n'est pas porteuse de paix.

Succédant au capitalisme libéral du XIX^e siècle, le néolibéralisme, né en 1938, avait pour objectif de refondre les États, le droit et les institutions afin de les mettre au service du marché. Dans les années 1980, il a connu son apogée. Ses penseurs, en particulier l'école de Genève, avaient pour objectif d'organiser un marché mondial. S'ils n'ont jamais souhaité dissoudre les États, il s'est agi de structurer un arrangement entre politique et économie². Cela explique la place prise par nombre d'institutions, à l'instar de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Désormais le libre-échange est remis en cause, tout comme les mécanismes concurrentiels, le marché et la mondialisation. Fait saillant, celui qui l'avait hier farouchement défendu, l'économiste allemand Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum mondial de Davos, est devenu l'un de ses plus ardents opposants³.

LA CONCURRENCE, CE FARDEAU

Nous assistons depuis quinze ans au retour à un capitalisme mercantiliste, considérant le commerce mondial comme un jeu à somme nulle et préférant alors le protectionnisme. Un capitalisme que le monde a connu du XVI^e au XVIII^e siècle ou entre 1880 et 1945. Arnaud Orain, dans un puissant essai économique et historique⁴, préfère le nommer « *capitalisme de la finitude* », celui d'un monde prenant conscience de ses bornes, notamment territoriales, « *une île dans l'espace* », dans lequel la croissance globale des richesses ne fait pas sens, dans lequel la Terre est un réservoir de ressources qu'il faut s'approprier. Où l'on gagne en appauvrissant

son voisin. Le rapport de force, y compris armé, est l'horizon naturel de ce capitalisme mercantiliste.

Il ne promet pas la croissance. Aux populations, il ne promet rien : il ne s'inquiète que de la puissance des États et des (très) grandes entreprises. Il ne défend pas la concurrence, elle ne produit que des perdants. Ses défenseurs militent pour la puissance et pour les monopoles. Pour l'autarcie, pas pour le libre-échange. Ce capitalisme est également celui d'un impérialisme territorial. Et il s'agit pour lui désormais de restaurer les ententes et les droits de douane.

Dans une vaste opération de sauvetage, les défenseurs du capitalisme, qui hier encore prônaient le néolibéralisme, enterrent tout ce qui ne les arrange plus. Le milliardaire Peter Thiel, fondateur notamment de PayPal, soutien déclaré de Donald Trump, considère avec dédain la démocratie libérale. Lors de ses apparitions médiatiques, il critique la concurrence, arguant que seuls les monopoles alimentent le progrès par l'incitation que constitue la promesse de décennies de profits monopolistiques. C'est Thiel, rappelle Arnaud Orain, qui a « fait » J. D. Vance, par exemple en finançant sa campagne sénatoriale.

PLACE AUX ENTREPÔTS

Exit l'OMC, place aux accords commerciaux « régionaux » : plus que de réduction des droits de douane, il est à présent question de chaîne de valeur, d'une économie « entre amis ». Exit la concurrence, place aux (quasi-)monopoles géants, aux conglomérats ou même aux « mégafusions » d'entreprises publiques. Exit le capitalisme financier, place à la logistique et aux entrepôts, dans une logique – celle des monopoles commerciaux – qui dépasse les changements d'habitudes de consommation. Et retour à une démarche de « drainage » propre au monde colonial.

Alors que, dans la logique néolibérale, l'Europe lutte encore contre les cartels et libéralise à grands frais les anciens monopoles (transports, communication...), le « nouveau » capitalisme a, quant à lui, déjà pris possession des échanges internationaux de données, des ports commerciaux ou de la recherche spatiale. Ses monopoles doivent permettre de contrer la Chine. Dans ce capitalisme-là, les entreprises ne sont plus actrices du marché mais faiseuses du marché. Elles ne cherchent plus le profit mais la rente. Elles définissent leurs propres règles en dehors de tout contrôle démocratique. Leur succès dépend désormais de ce qu'elles contrôlent, pas de ce qu'elles produisent. Elles n'accomplissent pas, elles possèdent. ■

Les défenseurs du capitalisme, qui hier encore prônaient le néolibéralisme, enterrent tout ce qui ne les arrange plus.



1. Michel Maric, « Les algorithmes, fossoyeurs du néolibéralisme ? », *Le Snesup*, n° 722, mars 2024, p. 24 : www.snesup.fr/article/mensuel-ndeg-722-mars-2024.
2. Michel Maric, « Saga : l'histoire intellectuelle du néolibéralisme », *Le Snesup*, n° 708, octobre 2022, p. 30, à propos de l'ouvrage *Les Globalistes*, de Quinn Slobodian (Seuil, 2022).
3. Klaus Schwab, Thierry Malleret, *Covid-19. The Great Reset*, Forum Publishing, 2020.
4. Arnaud Orain, *Le Monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVI^e-XXI^e siècle)*, Flammarion, 2025.